



Pour publication immédiate : 08/06/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ADRESSE UNE LETTRE À L'INSPECTEUR GÉNÉRAL
PAR INTÉRIM DU DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DES
ÉTATS-UNIS DEMANDANT UNE ENQUÊTE SUR LA CONDUITE DE L'ICE**

Le Gouverneur Cuomo : « L'ICE a été formé en vertu de la Loi sur la sécurité intérieure suite aux attentats du 11 septembre et a été chargé de protéger la sécurité nationale et la sécurité publique. Il est clair que l'ICE s'est bien écarté de sa mission. »

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a [adressé aujourd'hui une lettre](#) à l'Inspecteur général par intérim du Département de la sécurité intérieure (Department of Homeland Security), John Kelly, demandant une enquête sur la conduite des agents du service d'immigration et de douane (Immigration and Customs Enforcement, ICE). La lettre, qui suit la [détention de Pablo Villavicencio](#) alors qu'il livrait des pizzas à Fort Hamilton, met en évidence des inquiétudes sérieuses quant au fait que l'ICE viole les droits constitutionnels et cible les personnes en fonction de leur origine ethnique.

Le texte intégral de la lettre est disponible ci-dessous :

8 juin 2018

John V. Kelly
Inspecteur général par intérim du Département de la sécurité intérieure
Département de la sécurité intérieure des États-Unis
245 Murray Lane SW
Washington, DC 20528-0305

Cher Inspecteur général par intérim Kelly,

Les actions répressives des agents du Service d'immigration et de douane ont suscité des préoccupations d'ordre juridique et de sécurité publique importantes. À cause des tactiques employées par l'ICE, les communautés d'immigrés sont dénigrées et font l'objet d'un profilage - ici, à New York, nous voyons l'impact très réel que la peur a sur les familles et des communautés entières. Il y a plusieurs années, j'ai soutenu une enquête indépendante sur le programme fédéral de communautés sécurisées (Secure Communities), parce qu'il ne semblait pas servir son objectif déclaré d' « expulser les criminels dangereux ». L'ICE a été formé en vertu de la Loi sur la sécurité intérieure

(Homeland Security Act) suite aux attentats du 11 septembre et a été chargé de protéger la sécurité nationale et la sécurité publique. Il est clair que l'ICE s'est bien écarté de sa mission.

Aujourd'hui, je vous écris pour demander à votre service d'ouvrir une enquête sur la conduite des agents de l'ICE afin de garantir qu'ils respectent l'État de droit.

Récemment, des incidents très médiatisés ont fait la lumière sur les tactiques scandaleuses et, dans de nombreux cas, illégales, employées par l'ICE. Le 1^{er} juin, Pablo Villavicencio, un père et mari aimant qui n'avait aucun casier judiciaire, a été détenu par l'ICE alors qu'il faisait son travail, en livrant des pizzas à Fort Hamilton, dans la ville de New York. Son arrestation et sa détention semblent être le résultat d'un profilage ethnique et ne contribuent en rien à rendre nos communautés plus sûres. Détenir un homme qui travaille dur, séparer un père de ses enfants et déchirer des familles ne rend pas l'Amérique plus sûre.

D'autre part, le 18 avril, l'ICE a violé les droits constitutionnels du propriétaire de ferme John Collins à Rome, New York, lorsque les agents sont entrés dans sa propriété pour arrêter l'un de ses ouvriers agricoles. Les agents n'avaient pas de mandat pour entrer dans la propriété de M. Collins, ne se sont pas identifiés et n'ont pas précisé le motif de leur présence, et lorsque M. Collins s'est approché des agents pour comprendre et filmer ce qu'il se passait, ils l'ont menotté et ont menacé de l'arrêter. Suite à cet incident, j'ai adressé une ordonnance de cessation et d'abstention à l'ICE pour demander l'arrêt immédiat de leurs actions répressives irresponsables et inconstitutionnelles, et nous continuons à surveiller de près les activités de l'ICE dans l'État de New York et sommes prêts à tenter une action en justice.

Il ne s'agit que deux des innombrables cas qui ont répandu la peur au sein des communautés d'immigrés de notre État et choqué la conscience de tous les New-Yorkais. Mon administration a reçu de nombreux témoignages sur la conduite de l'ICE soulevant des inquiétudes sérieuses quant au fait que l'ICE viole les droits constitutionnels et cible les personnes en fonction de leur origine ethnique.

New York ne restera pas passif alors que nos communautés d'immigrés sont menacées. Nous avons déjà contesté la conduite de l'ICE par le passé. En 2011, nous avons suspendu notre participation au programme fédéral de communautés sécurisées et avons soutenu une investigation indépendante pour enquêter sur le programme qui s'est avéré être un échec, au vu des rapports sur son utilisation abusive et le fait qu'il représentait un danger pour la police de proximité et la sécurité publique.

L'année dernière, au vu de l'agressivité croissante des descentes de l'ICE et de l'hostilité envers les immigrés, nous avons lancé le Projet de défense des libertés (Liberty Defense Project), le premier fonds de défense juridique public-privé, dirigé par l'État, au sein du pays, pour garantir que tous les immigrés, quel que soit leur statut, aient accès à un conseiller juridique de haute qualité. En partenariat avec des prestataires de services juridiques majeurs à but non lucratif, le projet a fourni plus de 10 000 services aux immigrés à travers l'État de New York et a offert un soutien à M. Villavicencio et sa famille pour protéger ses droits. De plus, étant donné mes

préoccupations concernant la conduite de vos agents dans l'État et les risques qu'une telle conduite fait peser sur la sécurité publique, j'ai émis le décret 170.1, qui interdit l'exécution des mesures d'immigration relevant du droit civil dans les établissements de l'État sauf en cas de mandat judiciaire.

La ligne de conduite adoptée par les agents de l'ICE témoigne d'un mépris irréfléchi à l'égard de la Constitution et va à l'encontre de la mission déclarée de l'agence, ainsi que de la loi fédérale et étatique. Je demande à votre service d'enquêter immédiatement sur les tactiques de l'ICE et de garantir que les droits des New-Yorkais sont protégés.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma considération distinguée,
Andrew M. Cuomo

CC :

Président Donald J. Trump
Chef de la minorité du Sénat Charles E. Schumer
Sénatrice Kirsten E. Gillibrand

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)